

« IMPOSER LA PAIX »

par Ghassane Salamé* - *Le Natin* -

29.05.1983

QUELQUES dizaines de kilomètres séparent, au Liban, les marines américains, sur la côte, des « conseillers » soviétiques sur les cimes : le Liban est devenu — malgré lui — une arène supplémentaire du conflit Est-Ouest. Avec la mort de plus de deux cents paras français et marines américains, on doit finir par se convaincre qu'il ne s'agit pas là d'une scène secondaire, d'un *side-show* sans importance. C'est un pays où l'on meurt, par centaines. Presque impunément.

Au Liban, les Etats-Unis ont des soldats, mais pas de politique. Pourquoi en auraient-ils, aussi longtemps qu'ils peuvent traiter directement avec les deux protagonistes : la Syrie et Israël ? Philip allait souvent à Jérusalem, Robert McFarlane avait les yeux rivés sur Damas. Les uns trouvent les Etats-Unis trop impliqués dans le jeu israélien. Les autres les trouvent trop complaisants à l'égard de la Syrie. Tous croient pouvoir évacuer la question clé : que font les Américains au Liban ?

Ils perdent des hommes, ils bombardent des positions druzes ou chiïtes. Mais encore ? Bien plus clair est ce qu'ils ne font pas : ils ne font pas tout ce qui est en leur pouvoir pour enlever aux différentes oppositions libanaises, à l'OLP, aux Syriens, aux Iraniens et à tant d'autres parties, la seule chose qui les unit et donne quelque « légitimité » à leurs activités : la présence israélienne au Liban.

Israël parti, tout se résoudre-t-il comme par magie ? Certes non. Mais si cela se réalisait, le Liban ne pourrait qu'y gagner : les pays arabes pourraient commencer à se libérer de l'hypothèque syrienne ; les chiïtes libanais à croire que nul n'est prêt à brader le Sud-Liban, où ils sont largement majoritaires ; les Palestiniens qu'un nouveau Chatila est improbable. Washington a mis trois mois pour convaincre Israël de négocier avec le Liban et cinq mois pour le persuader de signer un accord. Après quoi, il a été demandé aux Libanais de « vendre » cet accord aux Syriens, qui en contestaient moins le contenu que l'existence même. Qui pouvait

croire que Beyrouth y réussirait ?

Et la France ? C'est une grosse erreur de situer les sentiments à Paris et les intérêts à Washington. Si les sentiments américains à l'égard du Liban ne sont pas assez prononcés, les intérêts de la France au Liban dépassent la nostalgie et les émotions. Il s'agit pour elle d'être présente en un lieu où la confrontation israélo-arabe et le conflit Est-Ouest menacent grandement la sécurité internationale. A Beyrouth, la France défend ses investissements en Irak, la stabilité du Golfe, sa présence en Méditerranée orientale et sa place dans le concert des nations. A Beyrouth, la France se défend.

Elle défend aussi d'autres idées. D'abord, celle que le Liban ne pourra être reconstruit sans une réconciliation des différentes communautés, une ouverture sur le monde arabe et une amitié avec la France. On écrit plus souvent l'histoire des faits que celle de ce qui aurait pu se passer. Sans la force multinationale au Liban et, plus particulièrement, sans la France, il n'est pas difficile d'imaginer l'immensité du chaos dans lequel le Liban — et probablement le Proche-Orient — aurait sombré. Avec la force multinationale, une solution de la guerre libanaise reste difficile. Sans elle, elle n'est tout simplement pas envisageable.

Les deux attentats de dimanche ont tué dans la même minute des soldats français et des marines américains. L'action simultanée, l'horreur parallèle ne peuvent cacher la divergence des choix, consacrée sur le terrain par des zones séparées et des missions différentes. La France est de surcroît engagée au sein de la FINUL, qui a pris moins de risques et subi, par conséquent, moins de pertes. Washington paraît encore croire à une solution purement occidentale à la guerre au Liban. Le gouvernement français — à écouter Claude Cheysson — est sceptique. Il semble penser qu'un accord des super-Grands est devenu indispensable. La présence des marines et des « conseillers » soviétiques lui donne raison. Pourquoi pas, dès lors, une FINUL bénéficiant de la neutralité

plus ou moins bienveillante de Moscou et de Washington, déployée sur l'ensemble du territoire libanais (à peine 10 000 km²), qui assurerait le départ de toutes les armées étrangères, le désarmement de toutes les milices privées et ensuite le déblocage de la situation interne par la supervision de nouvelles élections ?

Une solution internationale (avec l'assentiment des puissances coloniales pourtant rivales de l'époque) avait mis fin à la guerre civile de 1860.

Une opération similaire est aujourd'hui plus que souhaitable : indispensable. Il faut imposer la paix aux Libanais autant qu'aux étrangers qui se battent sur leur territoire. Le Conseil de sécurité est le berceau naturel d'un tel processus. Le rétablissement de l'autorité de l'Etat libanais — condition préalable à un départ honorable des « soldats de la paix » — ne sera réalisé ni par la seule force des armes ni par des palabres d'anti-chambre. C'est seulement en restaurant la tradition démocratique — sa raison d'être — que le Liban est « sauvable ».

Sinon, c'est le chaos ou le partage, les deux enfants illégitimes du rapport des forces régional et international. Pour ne pas enterrer le Liban, il faut ressusciter sa démocratie.

Il y a près de cent ans, un orientaliste définissait le Liban comme une patrie et une fonction. Inutile d'essayer de sauver la première sans rétablir la seconde.

G. S.

* Professeur de relations internationales à l'université Saint-Joseph de Beyrouth, expert auprès de l'Institut français des relations internationales.